

Etats-Unis : le retour d'une politique étrangère bipartisane ?

11 novembre 2020

Joe Biden, président élu des États-Unis, s'est engagé dans son premier discours, le 7 novembre dernier, à surmonter les divisions des Américains, à les réconcilier et à les réunir. Il compte également consolider la classe moyenne. La politique étrangère est un domaine dans lequel le futur président excelle et qui se prête traditionnellement à un consensus entre Républicains et Démocrates, assurant ainsi la continuité de la diplomatie américaine. Les liens entre la politique intérieure et la politique étrangère sont évidents pour la nouvelle équipe démocrate. Certes, les priorités du président élu sont ailleurs : d'abord et avant tout, prendre le contrôle de la pandémie. Mais très vite se posera la question du volet international de la lutte contre le Covid-19 et donc celle du retour des États-Unis au sein de l'OMS pour y exercer leur leadership.

La seconde préoccupation du président élu a trait à la relance de l'économie et à sa transformation en économie durable. Relancer l'économie suppose aussi de renouer avec le libre échange et de renoncer à une guerre tarifaire qui s'est avérée ruineuse et suicidaire. La stratégie postule là aussi un réexamen de la position américaine à l'international et donc vis-à-vis de l'OMC.

Le sénateur Christopher Coons, lui-même ancien républicain devenu démocrate, qui occupe au Sénat le siège de Joe Biden, qu'il connaît depuis trente ans, a décrit dans la revue *Foreign Affairs* ce que pourrait être une politique étrangère bipartisane. Il rappelle que celle-ci a parfois fonctionné même sous la présidence de M. Trump. Le Congrès n'a pas suivi aveuglément les caprices de Donald Trump. La Maison Blanche voulait réduire les crédits de l'aide au développement : le Congrès les a maintenus. Au rapprochement esquissé par le président en direction des dirigeants de la Russie et de la Corée du Nord, le Congrès a réagi en imposant...des sanctions supplémentaires à ces deux pays. Alors que le président renonce aux manœuvres militaires conjointes avec la Corée du Sud, le Sénat vote une résolution lui interdisant de retirer des troupes de ce pays. Lorsque Trump signale qu'il n'a aucune objection à formuler à la répression par la Chine des manifestations de la population de Hong-Kong en faveur de la démocratie ni au traitement que ce pays réserve aux Ouïghours, le Congrès passe une loi destinée à protéger les droits de l'homme à Hong Kong et au Xinjiang. Dans tous ces cas, Républicains et Démocrates ont voté ensemble.

Il ne s'agit pas de dégager une approche commune en vue de la défense d'intérêts étroits ou la poursuite du repli à l'intérieur des frontières américaines, mais plutôt de définir une troisième voie. Les Américains n'ont pas à choisir entre le rôle de policier mondial ou un retrait total des affaires du monde, écrit le sénateur Coons : mais ils doivent s'engager sélectivement, pragmatiquement mais en vertu de leurs principes pour ce qui sert le mieux les intérêts des travailleurs américains. Au-delà de l'objectif de réparer les alliances et de restaurer le leadership américain dans les organisations internationales, il s'agit de poser les jalons d'une stratégie bipartisane pour le XXI^e siècle avec le soutien du peuple américain et du Congrès. Parmi les éléments de cette politique à long terme, le sénateur cite la Chine, les droits de l'homme, la promotion de la démocratie, les négociations avec l'Iran, l'OTAN (pour faire face à l'agression russe), l'Afrique, l'Amérique latine et les défis technologiques.